

Campagne régionale, Aquitaine

Réunion publique, 4 février 2010

Discours de François FILLON

Chers amis,

Je suis heureux d'être aux côtés d'Alain Juppé et Xavier Darcos pour lancer la campagne des régionales en Aquitaine.

C'est mon devoir d'être avec vous.

Vous qui allez vous battre pour votre projet aquitain, mais qui allez aussi défendre les valeurs qui rassemblent la majorité présidentielle.

Je veux saluer Alain Juppé, qui a su transformer Bordeaux sans rien renier de sa brillante histoire, pour en faire une grande métropole du 21<sup>e</sup> siècle.

Alain, tu as Bordeaux chevillée au corps, au point de la préférer à bien des responsabilités nationales auxquelles ton expérience et ton talent pouvaient te destiner.

Les Bordelais, et au delà, tous les Aquitains, sont fiers de savoir que c'est une personnalité comme toi qui occupe la place de Montaigne et de Jacques Chaban Delmas.

Chaban a marqué Bordeaux de son empreinte. Il a aussi marqué la région Aquitaine.

Il en fut le premier président, en 1974, alors que la région n'était encore qu'une collectivité naissante.

Il croyait aux régions, comme Aquitain mais aussi comme Gaulliste.

Car De Gaulle, le premier, proposa de créer de grandes régions capables de porter le développement et les aspirations des territoires.

De Gaulle n'opposait pas l'unité nationale et la diversité régionale comme beaucoup l'ont fait en son nom.

Il savait que les Français, après un long cheminement, étaient mûrs pour une véritable démocratie locale, libérée d'un État trop tutélaire.

Il pressentait que la France aurait besoin de régions puissantes, rayonnantes, entreprenantes.

Je suis pour une Aquitaine forte au sein de la République.

L'âme de l'Aquitaine, sa vitalité, son identité, constituent une part très importante de la « composition française ».

Que serait l'histoire de France sans la chanson de Roland, sans les bastides, sans Aliénor d'Aquitaine, sans le départ pour Londres, en 1940, de tous ces navires amarrés à Bordeaux et à Bayonne ?

Que serait la géographie de la France sans la forêt des Landes, sans les vagues de Biarritz, sans La Rhune et Orhy, sans les vignobles bordelais ?

Que seraient les lettres françaises sans Ausone, sans Montaigne, sans Montesquieu, sans Mauriac ?

Moi qui suis un peu Souletin, je porte cette part aquitaine avec fierté.

Mais je vous le dis avec force, je ne divise pas l'intérêt local et l'intérêt national.

Les républicains que nous sommes ne sont nostalgiques ni de la splendide indifférence du duché d'Aquitaine envers les rois de France, ni de la toute puissance de l'Etat à l'époque de la tutelle préfectorale.

Les républicains que nous sommes croient à un pacte que scellent l'Etat et les collectivités locales.

Les républicains que nous sommes pensent que la vigueur des territoires contribue à celle de l'Etat.

Et de cette vigueur, notre pays a grand besoin pour relever les défis que lui lance le nouveau siècle :

- La crise économique et financière, qui accélère le transfert de richesses des vieux pays développés vers les puissances émergentes.

En 2010, la croissance de la Chine dépassera 10% et celle de l'Inde 7% !

La Chine n'est plus seulement l'usine du monde, elle devient le laboratoire du monde.

Le grand bouleversement de la mondialisation ne fait que commencer.

- Les changements climatiques, qui menacent les grands équilibres naturels, affectent brutalement les industries les mieux établies.

- Notre endettement record et notre fiscalité, parmi les plus élevées de l'OCDE, ne nous laissent pas de marge de manœuvre pour temporiser et repousser les réformes indispensables comme nous le faisons depuis si longtemps.

Nous sommes 66 millions dans un monde de 6 milliards d'êtres humains qui change vite et ne nous attend pas !

C'est dans ce contexte que la gauche propose aux Français le discours le plus démagogique qu'elle ait tenu depuis bien longtemps, niant la réalité du monde et refusant le dixième des adaptations que toutes les social-démocraties européennes ont entreprises.

C'est dans ce contexte que la gauche propose aux Français de faire des régions des bastions de la résistance au changement et du déni de la réalité.

Voilà la première raison de voter pour les listes de la majorité présidentielle aux régionales. Nous irons rassemblés devant les électeurs, pour défendre le projet de la majorité pour les régions, car la France a besoin de rassemblement, d'unité, pour gagner.

Il faut cette union, cette mobilisation ! Face à tous ces défis, nous avons le devoir d'être unis et mobilisés.

Personne ne peut croire qu'on pourra sauver égoïstement ses acquis sans effort et sans partage, alors que notre prospérité et notre modèle social sont en cause.

L'esprit républicain n'a jamais été aussi évident, aussi légitime.

Le sens de l'intérêt général, le refus du fatalisme qui est l'antichambre du déclin, cette conception du progrès humain qui ne se perd pas dans la course au profit, cette volonté de placer notre patriotisme au service d'une Europe plus décidée : c'est autour de tout cela que se joue le destin de la France et du vieux continent.

Si nous avons choisi de nous rassembler avant le premier tour, c'est parce que nous mettons nos convictions, notre projet, le sens de l'intérêt général avant nos ambitions personnelles et celles de nos formations politiques.

A gauche, le rassemblement se fera dans la douleur et l'obscurité entre les deux tours - s'il se fait...

La gauche jouera ses convictions et son projet dans les coulisses.

Ce n'est pas non plus en opposant les territoires à l'État, que nous allons relever les défis que nous lance la mondialisation.

Bien sûr, chaque région est différente.

Chaque territoire est un cas à part avec ses spécificités et ses enjeux locaux.

Xavier Darcos porte un projet stimulant pour l'Aquitaine.

C'est un homme d'expérience, qui connaît les grandeurs et les servitudes des mandats locaux et qui a un parcours ministériel remarquable à l'Education nationale et aujourd'hui aux affaires sociales.

Je suis fier de le compter dans mon gouvernement.

Mais c'est surtout un homme enraciné dans l'Aquitaine, où il a grandi, vécu, travaillé, servi.

Et puis c'est aussi un homme d'une grande culture dont les qualités humaines sont de celles qui embellissent la politique.

Mes chers amis,

Je veux une Aquitaine forte, mais je veux aussi 26 régions fortes au service de la Nation. Et c'est pour cela que cette campagne présente des enjeux communs pour la France.

### **Premier enjeu : la démocratie locale :**

Le succès de la décentralisation

Un double problème : Des régions mal connues et une organisation trop complexe.

Complexité : 36 000 communes, 15000 structures intercommunales, 95 départements, 22 régions...

Rationaliser

Eviter les doublons

Eviter les dépenses inutiles

Simplifier

Rapprocher les citoyens des pouvoirs et des enjeux locaux

La réforme des collectivités. Cette semaine, le Sénat achèvera une première lecture du texte proposé par le Gouvernement.

Clarifier autour de deux grands pôles : Communes et communautés / Départements et Régions.

Pas un fonctionnaire territorial dans un département qui ne fasse la même chose que dans la région ! La réforme sera un gage de cohérence et d'efficacité.

Une réforme qui vaut mieux que les mensonges de la gauche payés par le contribuable :

- Faire croire que les impôts locaux vont augmenter !

- Parce que L'Etat se désengage ? alors que la réalité des dépenses de fonctionnement est celle qui pèse le plus, qu'il s'agisse de personnel, de communication ou d'immobilier.

- Faire croire que les départements et les régions ne pourront plus aider les communes et les associations ! Ou les territoires ruraux, en raison de la réforme de collectivités alors qu'au contraire le texte rappelle cette solidarité traditionnelle envers les collectivités les plus petites ;

Pourquoi finalement la Gauche est-elle hostile à la clarification de la décentralisation : pourquoi ?

N'y a-t-il pas d'abord chez elle une forme de conservatisme inspirée par des réflexes féodaux ? Un parti de notables qui défendent leurs privilèges.

Soyons donc le parti de la décentralisation moderne et efficace !

Renvoyons dos à dos les prisonniers des querelles de clochers et ceux qui ne peuvent pas assumer les conséquences de la mondialisation. Nous voulons des territoires qui se battent pour leur avenir en profitant de la reprise. D'où le deuxième enjeu.

### **Deuxième enjeu : la reprise économique**

Premiers sortis de la récession

Prévisions de croissance doublées pour 2010

Les meilleures de la zone euro

C'est le résultat des mesures que nous avons prises mais aussi du travail et du sang froid des français.

La croissance se redresse. Mais la reprise est encore trop fragile.

Nous devons la conforter durablement pour qu'enfin l'emploi se redresse.

Cette bataille pour l'emploi a tout à gagner d'une vraie complémentarité Etat/régions. Cette complémentarité doit s'exprimer à travers 3 priorités.

#### **Premièrement, l'investissement.**

L'une des causes de notre croissance insuffisante depuis vingt ans réside dans notre retard d'investissement.

Aussi, avec le président de la République nous avons décidé d'investir 35 milliards d'euros pour les projets d'avenir : aéronautique, spatial, voiture électrique, réseaux à très haut débit... Nous allons miser à fond sur les technologies d'avenir.

Pour arrêter cette stratégie d'avenir, nous avons demandé à Michel Rocard et à Alain Juppé d'unir leurs talents et leurs efforts pour définir les bonnes priorités pour l'économie française.

Nous avons suivi leurs préconisations.

Ces 35 milliards ne pèseront pas ou peu sur notre endettement puisqu'ils généreront des actifs et déclencheront autant d'investissements privés.

Alain Juppé et Michel Rocard ont, à cette occasion, donné une belle leçon d'intelligence et de sens de l'intérêt général à tous ceux qui n'envisagent pas l'action politique autrement que dans l'affrontement stérile, le dénigrement du travail du gouvernement et l'opposition systématique.

Mais nous avons besoin des régions pour amplifier cet effort d'investissements d'avenir.

Sans leur relais, l'action de l'Etat ne sera pas aussi efficace. On le vivra particulièrement en Aquitaine avec les projets universitaires qui sont très prometteurs, mais aussi bien sûr dans le domaine des transports et de la formation.

### **La deuxième priorité, c'est la compétitivité.**

La croissance passe par la conquête des marchés et la conquête des marchés par celle de la productivité et de la compétitivité.

L'Etat peut se battre pour que Renault réinvestisse en France, encore faut-il que le constructeur automobile national puisse y construire des voitures compétitives en Europe et dans le monde.

Depuis 2007 nous avons renforcé la compétitivité de l'économie française :

En assouplissant les 35 heures, en défiscalisant la recherche et l'innovation des entreprises avec le crédit impôt recherche et en réformant la taxe professionnelle.

Cette réforme difficile était vitale pour la compétitivité de nos entreprises qui étaient les seules en Europe à devoir acquitter un impôt sur leurs investissements.

En 2010, c'est plus de 12 milliards que l'Etat va réinjecter dans les entreprises, principalement industrielles, pour les aider à investir et à réduire leurs coûts de production.

Loin de pénaliser les collectivités locales, comme le prétend la gauche, cette réforme permettra de préserver l'industrie et de la développer sur les territoires.

Comment faire comprendre à ceux qui ont inventé les 35 heures qu'il vaut mieux des entreprises plus nombreuses qui paient moins d'impôts que des

impôts qui poussent à délocaliser et qui condamnent les exportations françaises ?

**La troisième priorité c'est la maîtrise des comptes publics.**

Depuis 35 ans l'Etat est en déficit.

Personne ne peut donner de leçons sur ce sujet.

Tous les gouvernements ont une part de responsabilité dans l'accumulation de la dette.

Avant la crise financière, nous avons engagé un effort sans précédent de réformes pour réduire les dépenses de l'Etat.

Nous avons décidé la fermeture de bases militaires qui n'avaient plus d'utilité opérationnelle.

Nous avons rationalisé une carte judiciaire depuis plus de 50 ans sans changement.

Qui peut dire que depuis cinquante ans, la France n'a pas changé, que les populations des territoires n'ont pas varié, que la justice elle même n'a pas profondément évolué ?

La police et la gendarmerie ont été placées dans le même ministère.

Des directions du ministère des finances réputé pour sa capacité de résistance à tout changement ont été fusionnées.

Les services de l'Etat en Région regroupés.

1 emploi sur 2 de fonctionnaire partant à la retraite n'a pas été remplacé, réduisant de 100 000 en trois ans les effectifs de la fonction publique qui n'avaient cessé de s'accroître depuis 50 ans.

C'est une politique difficile, qui nous oblige à repenser le fonctionnement de nos administrations, mais c'est une politique d'intérêt national, car les déficits, ça n'est pas l'affaire des uns et l'insouciance des autres.

C'est une question morale, car ça n'est pas à nos enfants de payer toutes nos factures.

Mais c'est aussi une question d'efficacité économique et de justice sociale car les dettes et les déficits nous tirent vers le bas.

Ils fragilisent la confiance, dans la crainte d'augmentations futures des impôts car les Français sentent bien qu'une équation dans laquelle les prélèvements obligatoires représentent 41% du PIB, et les dépenses publiques plus de 55%, n'est pas tenable.

Ils mettent en péril nos politiques publiques.

Ils nous obligent à rogner peu à peu sur les dépenses non obligatoires, c'est-à-dire les dépenses qui alimentent l'activité et préservent la cohésion sociale.

Engager la résorption des déficits par la réduction des dépenses publiques, c'est donc lever une hypothèque qui pèse sur les initiatives et qui mine la confiance populaire en l'avenir.

Nous avons donc fixé les objectifs : les dépenses publiques doivent progresser de moins de 1% d'ici 2013.

Nous devons tous faire des efforts.

A quoi sert-il que l'Etat serre ses dépenses, si, par ailleurs, les dépenses locales ne sont pas tenues ?

Depuis une dizaine d'années, ces dépenses locales progressent de 6% par an, hors transfert de compétences. Elles ont évolué beaucoup plus vite que la richesse nationale.

A quoi sert-il que nous nous battions pour ne pas augmenter les impôts, si, par ailleurs, les impôts locaux augmentent ?

A quoi sert-il que l'Etat réduise le nombre de ses agents publics, si, par ailleurs, les embauches au niveau local se poursuivent.

Depuis 2000, 47.000 agents des collectivités territoriales ont été recrutés chaque année.

En avançant tous ces chiffres, je ne fais de procès à personne.

Nous sommes tous responsables !

J'ai été longtemps élu local et je connais parfaitement cette mécanique des dépenses qui conduit chacun à agir dans son coin, pour des raisons souvent légitimes. Mais au bout du compte, c'est la France qui paye la note.

Les collectivités territoriales, et notamment nos régions, doivent absolument se sentir partie prenante de l'effort de maîtrise des comptes publics.

Pour replacer notre pays sur une trajectoire vertueuse d'ici 2013, nous devons globalement économiser 50 milliards d'euros !

Jeudi dernier, lors de la conférence sur le déficit, le Président de la République a invité autour de lui tous les acteurs publics pour dresser un diagnostic de la situation et pour engager une action collective.

Que les responsables socialistes de l'ARF et de l'ADF aient refusé de participer à cette conférence n'est pas digne et pose la question de la légitimité de ces associations.

Que des élus de la République refusent le dialogue pour des raisons électoralistes, ce n'est pas l'idée que je me fais d'une démocratie responsable. Se sentiraient-ils mal à l'aise au point de ne pas vouloir dialoguer ?

Dans cette campagne, je vous demande d'incarner la responsabilité fiscale.

### **Le troisième enjeu : la réforme**

J'entends l'opposition dire qu'il faut sanctionner le bilan du gouvernement pour enrayer les transformations qui ont été engagées et que nous allons poursuivre.

J'invite les Français à juger plutôt le bilan de ceux qui gèrent nos régions et le projet de ceux qui veulent les conquérir, car c'est d'abord cela le sens de cette élection !

Nos régions ne sont pas des bastions hors de la République.

Elles n'ont pas vocation à être des forteresses derrière lesquelles se réfugient les conservatismes.

Il n'y a pas d'un côté l'Etat et de l'autre les collectivités locales.

Les défis de la compétition internationale, de la désindustrialisation, de l'emploi, du développement durable, du rétablissement de nos comptes publics: c'est une affaire collective, c'est une affaire qui transcende les clivages partisans, bref, c'est une affaire républicaine !

Je vous demande d'accompagner au niveau régional la transformation de notre pays.

Je vous demande d'incarner le mouvement et l'intérêt général.

J'entends la gauche souhaiter faire de nos régions des contrepouvoirs.

C'est absurde, mais c'est aussi pernicieux sur le plan institutionnel car les assemblées régionales n'ont pas à se substituer au Parlement qui incarne la souveraineté nationale.

Des contrepouvoirs !

Mais au nom de quel projet alternatif ?

Depuis 2007, l'opposition s'est réfugiée dans la critique systématique, mais ne présente aucune politique alternative.

S'il est logique que les Français jugent notre action, je les invite aussi à juger celle de la gauche... En terme de crédibilité, j'assume notre différence ! Et je pose la question aux Français :

Qui de la majorité ou de l'opposition est la plus crédible pour relancer l'économie ?

Nous, qui avons su gérer avec succès l'une des plus graves crises depuis 1929, ou ceux qui n'ont cessé de critiquer notre plan de relance?

Qui de la majorité ou de l'opposition est la plus crédible pour réhabiliter le travail et combattre le chômage ?

Nous, qui avons détaxé les heures supplémentaires, défiscalisé l'embauche dans les petites entreprises, fusionné l'ANPE et les ASSEDIC, multiplié les contrats de transitions professionnelles, instauré le Fond d'intervention sociale avec les partenaires sociaux, ou ceux qui ont imposé les 35 heures.

Qui de la majorité ou de l'opposition est la plus crédible pour promouvoir le rayonnement scientifique et universitaire de la France ?

Nous, qui avons donné à nos universités leur autonomie et qui injectons près de 10 milliards de plus pour l'innovation, ou ceux qui ont condamné cette autonomie ?

Qui de la majorité ou de l'opposition est la plus crédible pour engager la révolution du développement durable ?

Nous, qui avons le courage de mettre en place la taxe anti-carbone, ou ceux qui l'ont dénoncée alors même qu'ils avaient signé la Charte de Nicolas Hulot ?

Qui de la majorité ou de l'opposition est la plus crédible pour combattre l'insécurité ?

Nous, qui avons fait baisser la délinquance de 14% et instauré les peines planchers, ou ceux qui les ont combattues ?

Qui de la majorité ou de l'opposition est la plus crédible pour défendre notre modèle social ?

Nous qui avons réformé les régimes spéciaux, mis en œuvre le RSA, renforcé la représentativité syndicale, ou ceux qui n'ont jamais pris une seule mesure pour sécuriser la retraite des Français ?

Qui de la majorité ou de l'opposition est la plus crédible pour combattre l'immigration irrégulière ?

Nous, qui avons installé les critères d'une immigration choisie ou ceux qui défendent par principe des régularisations généralisées ?

Qui, de la majorité ou de l'opposition, est la plus crédible sur l'Europe ?

Nous, qui avons sorti l'union européenne du borbier institutionnel, ou ceux qui en appelaient à un improbable plan B ?

Qui, de la majorité ou de l'opposition, est le plus crédible pour moraliser le système financier ?

Nous, qui avons augmenté la fiscalité sur les stock options, encadré et taxé les bonus des traders, fait la chasse aux paradis fiscaux, où ceux qui n'ont jamais eu de mots assez durs pour condamner le capitalisme boursier sans jamais passer aux actes ?

Et enfin, qui de la majorité ou de l'opposition, est le plus crédible pour redresser nos comptes publics et sociaux ?

Nous, qui, avec le Président de la République, ne remplaçons qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, nous qui reconduisons strictement les dépenses de l'Etat depuis 3 ans, nous qui avons la volonté de traiter à nouveau le dossier des retraites, ou ceux qui depuis 2007, disent non à la réforme des administrations, non à la réduction des agents publics, non à la maîtrise des dépenses publiques, non, une fois encore et une fois de plus, à la réforme des retraites ?

Sur cette question des retraites, Martine Aubry a suggéré de relever l'âge légal de départ à 62 ans, avant de changer d'avis. Le revirement de la première secrétaire du parti socialiste est décevant pour notre pays, car l'avenir de notre système par répartition ne devrait pas être un enjeu partisan, mais un enjeu national.

La logique militante l'a malheureusement emporté sur le courage politique et l'intérêt général.

Chacun peut pourtant comprendre que l'évolution de notre démographie rend inéluctable une adaptation des règles actuelles.

C'est pourquoi, j'invite tous les Français à un consensus autour de la question des retraites.

Le choix du consensus est, je le sais, souvent plus difficile que celui de la posture critique, mais je ne puis me résoudre à ces conflits systématiques entre la droite et la gauche lorsque l'essentiel est en jeu.

Mes chers amis,

Pour que l'enjeu régional de ces élections soit préservé, nous devons répondre à une opposition qui, du parti socialiste au MODEM, de l'extrême droite à l'extrême gauche, ne craint pas de nationaliser sa critique.

Mon devoir est d'y répondre.

Il est de convaincre les Français que ce front du refus est stérile pour la France, comme pour nos régions.

Mon devoir est de dire la vérité sur les défis que nous devons relever tous ensemble.

Au service de notre avenir, je n'oppose pas la nation et ses régions.

Je ne divise pas l'intérêt général. Et je ne divise pas les Français.

Martine Aubry prétend que le parti socialiste devrait gagner toutes les régions.

Moi, je ne prétends rien, mais je sais une chose: ce ne sont pas les sondages qui font une élection, ce sont les citoyens !

Face aux scénarios que l'on prétend écrits d'avance, je vous demande de vous mobiliser.

Mobilisez-vous pour vos projets.

Mobilisez-vous pour une République alliant l'Etat et les régions.

Mobilisez-vous pour vos valeurs.

Ne soyez pas sur la défensive car nous avons tout à conquérir !

Soyez audacieux pour votre région, mais soyez aussi fiers et courageux pour la France que nous servons.